

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 26/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANCE BOIS IMPREGNES SAS

Le Cerizet
BP 38
42210 Boisset-lès-Montrond

Références : UID257090/SPR/GV/LL 2024 - 0426J

Code AIOT : 0005901061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement FRANCE BOIS IMPREGNES SAS implanté Route de Dijon 70100 Arc-lès-Gray. L'inspection a été annoncée le 31/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE BOIS IMPREGNES SAS
- Route de Dijon 70100 Arc-lès-Gray
- Code AIOT : 0005901061
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site France Bois Imprégnés d'ARC-LES-GRAY est exploité depuis environ 90 ans. Sur ce site, les principales activités exercées au cours de cette période sont la fabrication de poteaux et l'activité de traitement de bois.

Depuis quelques années, la société ne fabrique plus de poteaux sur ce site. Actuellement l'activité principale sur ce site consiste au traitement de bois à l'intérieur de deux autoclaves utilisant le même produit de traitement : les bois traités sont essentiellement des piquets d'arboricultures, des lames de terrasse, des charpentes...

Le thème de visite retenu est le suivant :

- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Traitement des sources concentrées	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-46-27-I	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/10/1990, article 1.2	Sans objet
2	Régime administratif - conformité seuil rubrique 2415	Code de l'environnement du 02/03/2023, article Annexe - R.511-9	Sans objet
3	Régime administratif - conformité seuil rubrique 1532	Code de l'environnement du 24/09/2020, article Annexe - R.511-9	Sans objet
4	Régime administratif - conformité seuil rubrique 4510	Code de l'environnement du 03/03/2014, article Annexe - R.511-9	Sans objet
5	Régime administratif - conformité seuil rubrique 3700	Code de l'environnement du 02/05/2013, article Annexe - R.511-9	Sans objet
7	Surveillance eaux souterraines	AP Complémentaire du 11/05/2000, article 2 - Alinéas 1 à 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que :

- les installations de préservation du bois de ce site fonctionnent au bénéfice des droits acquis sous le régime de l'enregistrement sous la rubrique 2415 et que les seules les installations de stockage de bois et de travail du bois restent soumises à Déclaration sous, respectivement, les rubriques 1532 et 2410;
- une partie Est du site au Nord de la RD 70 ainsi que la partie du site située au Sud de la RD 70 n'ont fait l'objet d'aucune exploitation depuis plus de trois années consécutives, étant précisé que le plan de gestion de 2008 avait mis en évidence l'existence notamment d'une poche de pollution concentrée dans la partie au Nord de la RD 70,
- l'exploitant n'a pas engagé les travaux nécessaires à la dépollution de la zone concentrée identifiée,
- l'exploitant a poursuivi la surveillance de la qualité des eaux de la Saône et de la nappe alluviale sous-jacente à son site selon les modalités fixées par l'APC du 11 mai 2000.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'a pas été rendue destinataire du diagnostic complémentaire réalisé en 2021 sur site par un bureau d'études spécialisé dans le domaine des SSP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/1990, article 1.2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

DESIGNATION	RUBRIQUES	REGIME	IMPORTANCE	CLASSEMENT
Installation de mise en oeuvre de produits de préservation du bois et dérivés	81 quater 1°	A	Un autoclave basculant de 20 m ³ . Deux autoclaves fixes de 56 m ³ .	Récépissé du du 14/08/84
Dépôts de produits de préservation du bois et dérivés	81 ter B 1°	A	Deux cuves de 50 m ³ de solution métallique. Une cuve de 50 m ³ de récupération. Un dépôt en fûts de sels métalliques (cryptogil) représentant au maximum 400 kg de matière active.	
Dépôt de liquides inflammables de la 2° catégorie	253 c		Trois cuves de 50 m ³ de créosote fluide.	
Atelier où l'on travaille le bois	81 B	D	Ensemble de machines alimenté par un transformateur de 200 KVA l'installation étant située à plus de 30 m de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers Puissance électrique installée de 150 kW.	
Dépôts de bois			Parc bois de 6 ha	
Installation de combustion alimentée au bois			1500 th/h	

Constats :

Suite à la précédente inspection du 11 décembre 2018, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), par courrier daté du 24 juin 2019, un « tableau récapitulatif » de la situation administrative des installations de son site d'ARC-LES-GRAY vis-à-vis des libellés des rubriques ICPE concernées en vigueur à cette date. Sur la base de ce tableau seules les installations suivantes dépassaient le régime de classement ICPE d'une rubrique de la nomenclature des ICPE :

- les installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois sous le régime de l'AUTORISATION de la rubrique 2415 (libellé dans sa version suite à décret n° 2006-678 du 8 juin 2006), la quantité de produits de préservation susceptible d'être présente dans l'installation déclarée étant de 120 m³ ;
- les installations de stockage de bois sous le régime de la DÉCLARATION de la rubrique 1532 (libellé dans sa version suite à décret n° 2006-678 du 8 juin 2006), le volume susceptible d'être stocké déclaré étant de 3000 m³ (bois bruts 1500 m³ et bois traités par les autoclaves 1500 m³) ;
- l'atelier de travail du bois sous le régime de la DÉCLARATION de la rubrique 2410 (libellé dans sa

version suite à décret n° 2017-1595 du 21/11/2017), la puissance maximum déclarée de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 100 kW.

Pour ce qui concerne les installations de mise en œuvre du bois et les installations de stockage de bois, les constats sont indiqués respectivement aux points de contrôle n° 2 et n° 3 du présent rapport.

Le jour de l'inspection le site ne comporte pas d'installations fixes de travail du bois. L'exploitant indique qu'il souhaite le maintien de cette rubrique car il est possible qu'en particulier, au regard du plan de charges des autres sites du groupe MOULINVEST et des zones géographiques à livrer, des installations de ce type soient exploitées de nouveau sur ce site sur des périodes plus ou moins importantes. Il précise que la valeur de 100 kW a été établie sur la base du retour d'expérience de la société. Le libellé de la rubrique 2410 n'a pas évolué depuis la version sur laquelle s'est positionné l'exploitant en juin 2019.

Actuellement, aucune activité pratiquée à un niveau supérieur ou égal à celui qui était dûment autorisé initialement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Régime administratif - conformité seuil rubrique 2415

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/03/2023, article Annexe - R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, Conformité seuil rubrique 2415

Prescription contrôlée :

Rubrique 2415:

(version suite décret n°2022-151 du 2 mars 2023)

Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3700, la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans les installations étant :

1. Supérieure à 1 000 L (ENREGISTREMENT)

2. Supérieure ou égale à 200 L, mais inférieure ou égale à 1 000 (DC*)

*DC : Déclaration avec Contrôle périodique

Constats :

Les installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois n'ont pas été modifiées depuis les données fournies par l'exploitant à la suite de la précédente inspection du 11 décembre 2018.

La quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation du site demeure de 120 m³ répartie ainsi :

- Autoclave sels KS2 et cuves associées : 55 m³,

- Autoclave sels KS2 SP et cuves associées : 55 m³,

- Cuves de préparation de la solution de traitement du bois : 10 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Régime administratif - conformité seuil rubrique 1532

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article Annexe - R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité seuil rubrique 1532
Prescription contrôlée : Rubrique 1532: (version suite décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020) Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 1. Installations de stockage de matériaux susceptibles de dégager des poussières inflammables, le volume de tels matériaux susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m ³ (AUTORISATION) 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m ³ (ENREGISTREMENT) b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ (DÉCLARATION)
Constats : Le jour de l'inspection, les stocks de bois bruts et de bois traités présents sur le site sont limités et représentent chacun une quantité très inférieure à 1500 m ³ . Ces stocks ne sont présents que sur la partie à l'ouest du bâtiment d'accueil des clients et des fournisseurs sur la partie au Nord de la RD 70. La partie à l'Est de ce bâtiment sur la zone Nord n'est pas exploitée, tout comme les terrains du site au Sud de la RD70. Suite aux modifications de la nomenclature introduites par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, sans élément de la part de l'exploitant justifiant qu'une partie de ces stockages de bois relève dorénavant de la rubrique 1510, les stocks de bois bruts et de bois traités du site fonctionnent depuis le premier janvier 2021 au bénéfice des droits acquis sous le régime de la DÉCLARATION sous la sous-rubrique 1532-2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Régime administratif - conformité seuil rubrique 4510

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2014, article Annexe - R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité seuil rubrique 4510
Prescription contrôlée : Rubrique 4510: (version suite décret n°2014-285 du 3 mars 2014) Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t (AUTORISATION) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)
Constats : Dans le « tableau récapitulatif » de la situation administrative transmis par courrier daté du 24 juin 2019, l'exploitant mentionne l'exploitation sur ce site d'au maximum 19 T de Korasit KS2 , produits

comportant la mention de dangers H 410.
L'exploitant a justifié qu'il a bien pris en compte que la quantité à prendre en compte dans la rubrique doit intégrer non seulement la matière première mais potentiellement aussi la solution présente dans les bains et potentiellement les déchets issus des bains.
Il précise que seul le produit Korasit KS2, dont il fournit la Fiche de Données de Sécurité (FDS), est à classer sous la rubrique 4510. En effet la solution la plus concentrée utilisée dans les autoclaves sur ce site contient 4,5 % de KS2 et cette solution ne comporte plus la mention de danger H410, mais la mention de danger H412, n'engendrant aucun classement sous les rubriques 40XX de la nomenclature des ICPE.
Le jour de l'inspection, seuls 6 cubitainers de capacité unitaire d'1 m3 sont présents sur la rétention dédiée au stockage du produit Korasit KS2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Régime administratif - conformité seuil rubrique 3700

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article Annexe - R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité seuil rubrique 3700
Prescription contrôlée : Rubrique 3700: (version suite décret n°2013-375 du 2 mai 2013) Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 mètres cubes par jour, autre que le seul traitement contre la coloration
Constats : Dans le « tableau récapitulatif » de la situation administrative transmis par courrier daté du 24 juin 2019, l'exploitant mentionne qu'il est non classé au regard de cette rubrique car la production maximale liée aux deux autoclaves du site est inférieure à 75 m3/j. Afin de justifier cette information, l'exploitant précise que depuis la création de la rubrique en mai 2013, l'activité à réaliser n'a jamais nécessité de faire travailler plus d'une équipe par semaine et que dans ces conditions de fonctionnement, il n'est pas possible d'effectuer plus de deux cycles de traitement par jour (la durée d'un cycle varie entre 4 et 6 heures), au niveau de chaque autoclave (conçu pour le traitement en une fois d'au maximum 15 m ³ de bois).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement des sources concentrées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 6 janvier 2020, L. 181-14
Thème(s) : Autre, Risques chroniques
Prescription contrôlée : L. 181-14 alinéa 3 (applicable au régime de l'autorisation) : L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire

au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Par ailleurs, le L. 517-7-5 (applicable au régime de l'enregistrement) précise :

Si, après la mise en service de l'installation, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ne sont pas protégés par l'exécution des prescriptions générales applicables à l'exploitation d'une installation régie par la présente section, le préfet, peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions nécessaires.

Constats :

Suite à l'identification de pollutions des sols et des eaux souterraines au travers de l'Évaluation Simplifiée des Risques de 1999 et de l'Évaluation Détaillée des Risques complémentaire de février 2003, l'exploitant a transmis, à la demande par courrier du 4 mai 2007 de l'inspection des installations classées, le plan de gestion datant de 2008.

A la suite de l'inspection du 11 décembre 2018:

- le rapport daté du 5 juin 2019 indiquait en particulier que, le plan de gestion datant de 2008, d'autres mesures de gestion que celles qui avaient été retenues pourraient être explorées et que la méthodologie nationale était beaucoup plus directive concernant le traitement des pollutions concentrées. Cette évolution de la méthodologie nationale concernant le traitement des zones concentrées de pollution est à présent intégrée dans le code de l'environnement. C'est notamment le cas à l'article R. 512-46-27 (et à l'article R. 512-39-3 pour les installations soumises à Autorisation) qui impose que les mesures de gestion des milieux à mettre en place comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, **le traitement des sources de pollution et les pollutions concentrées.**

- l'exploitant avait accepté par courrier daté du 24/06/2019 de réaliser à l'automne 2019 les travaux d'excavation et d'évacuation des terres au droit du F17 et avait indiqué lancer un appel d'offre auprès de bureaux d'étude spécialisés afin de mettre à jour à partir du rapport de 2008 les dispositifs de dépollution possibles sur les zones restantes à partir des nouvelles technologies.

Juste avant l'inspection, l'exploitant a fourni le devis qu'il a obtenu en septembre 2019 auprès de la société VALGO pour des travaux d'excavation et évacuation en filières adaptées des terres polluées du "spot F17".

Lors de l'inspection, le représentant de l'exploitant indique que les travaux d'excavation n'ont pas été réalisés compte tenu de la conjoncture économique difficile depuis cette période notamment du fait de la pandémie de COVID. Il mentionne également qu'à sa connaissance, aucune démarche n'a été également effectuée pour demander la mise à jour du plan de gestion. Toutefois, il précise qu'il le vérifiera auprès de la direction et informera ensuite l'inspection.

L'inspection des installations classées lui précise qu'elle dispose d'éléments indiquant que GINGER BURGEAP a mené des investigations complémentaires sur ce site dans le cadre d'une potentielle vente de terrains du site (zone Est au Nord de la RD70 et Zone au sud de la RD 70) à la mairie d'ARC-LES-GRAY.

Le représentant de l'exploitant présent indique que ces démarches avaient été directement effectuées entre sa direction et la commune et qu'il va donc se renseigner.

Demande de compléments : il est demandé à l'exploitant de transmettre tous les documents relatifs aux pollutions de sols dont il dispose, notamment le rapport relatif aux investigations complémentaires GINGER BURGEAP.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Réhabilitation de la partie Est du site au Nord de la RD 70 et la partie du site située au Sud de la RD 70

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-46-27-I
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée : R. 512-46-27-I</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-46-26, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment :</p> <p>1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;</p> <p>2° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>3° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion des milieux ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et les pollutions concentrées.</p> <p>Les mesures de gestion sont appréciées au regard de ou des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.</p> <p>Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages futurs. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet,</p>

pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise fournissant, le cas échéant, l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution du sol, des eaux souterraines ou des eaux superficielles et que l'exposition des populations sur ou à proximité du site ne peut être exclue, l'exploitant transmet copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'Agence régionale de santé et en informe le préfet.

Constats :

Lors de la dernière inspection sur le site en 2018, la partie Est du site au Nord de la RD 70 et la partie du site située au Sud de la RD 70 étaient non exploitées.

La visite de terrains réalisée le jour de l'inspection montre que ces terrains sont toujours non exploités.

L'exploitant confirme qu'une partie Est du site au Nord de la RD 70 ainsi que la partie du site située au Sud de la RD 70 n'ont fait l'objet d'aucune exploitation depuis plus de trois années consécutives.

Compte tenu de ce constat, il est indiqué que le Préfet peut dorénavant, en application du second alinéa de l'article L. 512-19 du code de l'environnement dans sa version en vigueur depuis le 23 octobre 2023, mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif de l'exploitation d'installations classées sur ces terrains, que ceux-ci fassent ou non l'objet d'une vente. (Cette nouvelle disposition a été introduite par la Loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte dans son chapitre IV « Réhabiliter les friches pour un usage industriel ».)

Au regard des activités que l'exploitant a exercées sur ces parties du site, des constats effectués aux points de contrôle 1 à 6 du présent rapport et compte tenu des précisions apportées par le II de l'article R. 512-75-I (et du deuxième paragraphe de I de l'article R. 512-66-1) du code de l'environnement, la procédure de cessation définitive d'activité relative à ces terrains doit respecter les modalités prévues par les dispositions des articles R. 512-46-25 et suivants de ce code.

En application de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, cette cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état.

- Concernant la mise en sécurité :

Il est constaté que les terrains sans exploitation depuis plus de 3 ans ne comportent plus d'installations et de déchets. De plus, l'exploitant a réalisé des travaux de mise en sécurité au niveau des différentes constructions présentes sur ces terrains. L'exploitant indique que comme

ces bâtiments n'étaient plus utilisés, ils se sont petit à petit dégradés. Il a donc décidé de faire déconstruire (hormis les dalles planchers qui ont été maintenues) dans le courant de l'année 2023, les 3 plus petits bâtiments qui y étaient présents sur ces terrains (2 côté Sud de la RD70 et un Côté Nord de la RD70) et de condamner les entrées et fenêtres du plus grand bâtiment (côté Sud) par la mise en place de panneaux métalliques et bois. Ces travaux avaient pour but notamment d'éviter leur utilisation par des squatteurs.

Il n'est pas possible le jour de l'inspection d'entrer à l'intérieur du seul bâtiment restant côté Sud.

L'exploitant précise que ce bâtiment, comme tous les autres qui étaient présents sur ces zones ont été intégralement vidés en 2023. L'exploitant présente sur son téléphone des photos qu'il a prises à l'intérieur du bâtiment principal avant et après l'enlèvement de tout ce qui y était. Il précise que le matériel de type étagères métalliques a été transféré dans les bâtiments encore exploités dans la partie Ouest du site, côté Nord de la RD70.

Il peut donc être considéré que l'exploitant a d'ores et déjà commencé à prendre des mesures pour la mise en sécurité des terrains sans exploitation depuis plus de 3 ans.

- Concernant la réhabilitation pour l'usage futur :

Les documents relatifs aux pollutions des sols mentionnés au constat précédent constituent des éléments de réponse partielle à la prescription de mémoire de réhabilitation du présent point de contrôle.

Demande de compléments :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre au Préfet, sous 1 mois :

La notification de la cessation définitive des activités ICPE exploitées avant 2019 sur une partie Est des terrains du site localisée au Nord de la RD70 et sur la partie du site implantée au Sud de la RD70.

Cette notification doit, en application du II de l'article R. 512-46-25, comporter l'ensemble des mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. Ces mesures doivent notamment comporter (Cf. 4° du IV de l'article R. 512-75-1) la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, **tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.**

Dans ces conditions, l'exploitant doit impérativement intégrer dans sa notification ci-dessus le rapport établi par GINGER BURGEAP à la suite des investigations complémentaires réalisés en 2021 accompagné de tous commentaires utiles relatifs notamment aux suites (avec leurs échéanciers) qu'il compte donner aux conclusions et recommandations de ce rapport. Il est également rappelé que la procédure de détermination de l'usage futur doit être réalisée (cf article R. 512-46-26 du code de l'environnement) et que, **dans le cadre de la réhabilitation des terrains, le traitement des sources de pollutions concentrées d'ores et déjà identifiées est imposé réglementairement (Cf.paragraphe 3 de l'article R. 512-46-27-I) .**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/05/2000, article 2 - Alinéas 1 à 5
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Parallèlement à cette étude, la société France Bois Imprégnés est tenue de faire procéder ou faire procéder à une surveillance de la qualité des eaux de la Saône et de la nappe alluviale sous-jacente à son site.</p> <p>Cette surveillance comportera systématiquement un relevé des niveaux piézométriques et la réalisation suivant une périodicité de 2 mois, d'échantillons représentatifs des eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en hydrocarbures, aromatiques polycycliques, Hydrocarbures totaux, Phénols, Chrome, Cuivre, Arsenic, Brome et Mercure.</p> <p>Cette surveillance s'opérera au minimum sur les 3 piézomètres identifiés dans l'étude simplifiée des risques repérés PZ1, PZ2 et PZ3 ainsi que sur le puits d'alimentation en eau industrielle de l'établissement en bordure de la Saône.</p> <p>Les prélèvements et analyses devront être réalisés suivant un protocole prédéfini qui retiendra les normes AFNOR applicables en l'espèce lorsqu'elles existent.</p> <p>Les résultats des analyses seront transmis à l'IICPE après chaque campagne, accompagnés des niveaux piézométriques ainsi que de tous commentaires utiles à leur compréhension.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son courrier daté du 24/06/2019, l'exploitant avait indiqué qu'en septembre 2019 seront transmis à l'inspection des installations classées le bilan de surveillance des eaux souterraines ainsi que les sens d'écoulement des eaux souterraines à partir des analyses déjà réalisées.</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé un bilan quadriennal 2015-2018 puis continuellement poursuivi la surveillance de la qualité des eaux de la Saône et de la nappe alluviale sous-jacente à son site, telle que prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2000.</p> <p>Il précise avoir transmis régulièrement les résultats de surveillance par courriel à l'inspection des installations classées.</p> <p>Après vérification, il s'avère que les adresses courriels utilisées n'étaient plus les bonnes.</p> <p>L'exploitant présente les résultats des dernières mesures d'autosurveillance. Il précise qu'il réalise lui-même le prélèvement et le flaconnage selon les modalités qui lui ont été indiquées par le laboratoire, et que les analyses sont effectuées par le laboratoire Eurofin basé à Saverne.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'établir et transmettre un nouveau bilan des campagnes de mesures réalisées de 2019 à 2023 et de le transmettre à l'inspection des installations classées avec tous commentaires susceptibles d'aider à leur compréhension.</p> <p>Au cours de la visite de terrain, il est constaté que les piézomètres sont cadenassés et protégés contre les chocs.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu' à partir du 5 mars 2025, les modalités de surveillance des eaux souterraines de son site devront intégrer, les modalités plus contraignantes fixées par l'article 9.3 de l'AMPG 2415 E du 02/03/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite